



**AFIN D'ÉVITER UNE GOUVERNANCE SANS GOUVERNAIL :
L'AVENIR DES UNIVERSITÉS EXIGE AVANT TOUT LA TENUE D'ÉTATS GÉNÉRAUX**

Montréal, le 24 février 2009 - La Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) réclame de manière urgente la tenue au Québec d'États généraux sur les universités.

Par la voie de leurs représentants syndicaux, les professeures et professeurs des universités québécoises expriment leur ferme opposition face à la perspective du dépôt, devant l'Assemblée nationale, d'une loi sur la gouvernance des universités. Dénonçant le « verdict » prononcé par la ministre Michelle Courchesne prétendant qu'une loi allait régler les problèmes de gouvernance dans les universités, ceux-ci sont au contraire d'avis que l'adoption des dispositions annoncées dans le projet de loi 107, en novembre 2008, ne ferait que confirmer une tendance néfaste, celle de confier les destinées des universités à une nouvelle classe de gestionnaires mus par des valeurs étrangères au milieu universitaire.

Au cours de la dernière décennie, des pratiques propres au secteur privé se sont immiscées à l'université : contrats faramineux pour certains dirigeants, négociations tendues avec les différents corps d'emploi, menaces et impositions de *lock out*, précarisation croissante des personnels académiques, pressions à la fragmentation des tâches d'enseignement et de recherche, etc. À ces pratiques se sont ajoutées des décisions relatives à la gestion budgétaire et aux projets d'immobilisations qui appliquent des principes propres au secteur privé. À titre d'exemple, l'imposition de la rentabilité par programme – certificat, baccalauréat, etc. – et par unité menace la survie de domaines d'enseignement fondamentaux dans le milieu universitaire; de même, les transferts de fonds, à partir des budgets de fonctionnement, vers des budgets réservés aux immobilisations grèvent le financement de base pourtant généralement reconnu comme insuffisant pour répondre aux besoins des universités et aux attentes de la société québécoise.

Face à l'adoption par les dirigeants de plusieurs universités de pratiques menaçant l'institution universitaire et, de la part du gouvernement, à la possibilité d'une résurgence du projet de loi 107, les professeures et professeurs ont décidé de manifester leurs vives inquiétudes et de tenir des activités afin de dénoncer toute solution à courte vue, convaincus que le problème de fond des universités demeure celui du sous-financement. Ainsi, les représentants locaux des syndicats et associations de professeures et professeurs organisent à l'Université McGill, à l'Université du Québec à Montréal, à l'Université de Sherbrooke, à l'Université du Québec à Trois-Rivières, à l'Université du Québec en Outaouais et à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue des activités - colloque, session d'étude, rencontres d'information, diffusion de messages, points de presse, etc. - visant à discuter des enjeux entourant l'organisation et la gestion des universités et à informer les élus et le public. Ces activités se tiendront entre le 24 et le 27 février.

La FQPPU, au nom de tous ses membres, demande au gouvernement québécois de ne pas céder à la facilité d'une apparente solution aux problèmes de gouvernance dans les universités. Elle propose plutôt la tenue d'États généraux qui permettront aux acteurs institutionnels, politiques et à la société civile de mettre en commun leurs analyses afin de dégager les contours d'un projet commun pour les universités québécoises et les repères pour leur saine administration / gestion.